

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Impérialisme français, relations internationales (France) > Françafrique / Océan Indien occidental (France) > **Tchad : manœuvres militaires et médiatiques**

Tchad : manœuvres militaires et médiatiques

lundi 11 février 2008, par [GUEBOIS Robin](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2008).

Contrairement à ce que la propagande habituelle a tenté de nous faire croire, la France est à nouveau intervenue militairement au Tchad.

Il n'y a « *jamais eu aussi peu d'intervention de la France* » affirmait Kouchner au terme de la dernière offensive des rebelles tchadiens. Depuis que les anciens fidèles d'Idriss Déby, armés par le Soudan, ont à nouveau tenté de le renverser pour mettre la main sur la rente pétrolière, les autorités françaises n'ont cessé de répéter qu'aucun soldat français n'avait pris part aux combats, version complaisamment relayée par la plupart des médias. Il s'agit de ne pas compromettre l'Eufor, la force européenne qui devait se déployer au Tchad et en Centrafrique, officiellement pour sécuriser les camps de réfugiés. Celle-ci a en effet été décidée en dépit de fortes réticences des autres pays européens, qui soupçonnent, à juste titre, la France de vouloir l'instrumentaliser pour consolider sa présence militaire néocoloniale.

La pénétration rapide des rebelles, leurs déclarations triomphalistes, l'offre faite à Déby par la France de l'exfiltrer ont d'abord fait penser que l'Elysée envisageait de remplacer son protégé, comme elle l'avait fait par le passé dans des circonstances analogues. Simple avertissement, changement de stratégie ou manipulation initiale ?

Toujours est-il que le ton a

rapidement changé,
affirmant un soutien sans
faillite à un régime soit
disant élu et légitime.
Tellement légitime qu'il
profitait des combats pour
rafaler des opposants civils
dont on est toujours sans
nouvelle, et au sujet
desquels les ministères
français de la Défense et
des Affaires étrangères
jouent les autistes...

Sarkozy obtenait par
contre un vote du conseil
de sécurité autorisant une éventuelle
intervention française, de manière à
dissuader des renforts militaires
venus du Soudan. En effet, la France
n'a pas avec le Tchad d'accord de
défense, mais de « simples » accords
d'assistance militaire. C'est au nom
de ceux-ci que l'armée française
fournit une aide médicale, logistique
(transport, entretiens du matériel
militaire, fourniture de carburant et de
munitions), et du renseignement.
Autant dire que sans l'armée
française, l'Etat major tchadien est
sourd, aveugle et manchot. Ce n'est
donc pas rien... mais ce n'était pas
tout.

On apprenait progressivement,
car deux soldats français avaient été
blessés, qu'en fait de balles perdues,
les forces françaises s'étaient
affrontées aux troupes
rebelles pour garder le
contrôle de l'aéroport.
Officiellement, il s'agit de
sécuriser l'évacuation de
nos ressortissants. Mais
l'armée française sécurisait
par la même occasion les
hélicoptères de combats
tchadiens et les
mercenaires qui les
pilotent, lesquels ont joué
un rôle décisif dans les

combats. Sarkozy, qui avait déjà accordé des missiles Milan au Tchad au moment de l'affaire « Arche de Zoé », a obtenu la livraison en urgence de plusieurs tonnes d'obus pour les chars tchadiens, en provenance de Tripoli, et peut-être d'Israël.

Par ailleurs, *Le Canard Enchaîné* du 6 février révélait que la France venait d'envoyer, en prévision des combats, un DAMI (Détachement d'Assistance Militaire et d'Instruction). Le surlendemain, le journal *La Croix* affirmait que ces officiers du DAMI avaient coordonné la première attaque tchadienne contre les rebelles, et ajoutait que les forces spéciales du COS (Commandement des Opérations Spéciales), dont les activités sont toujours secrètes, ont également pris part aux combats dans la capitale « *avec une stratégie qui se révélera payante : épuiser les rebelles, bientôt à court de munitions* ».

S'il y a eu volonté délibérée d'attirer les rebelles à N'Djamena pour les isoler de leurs bases arrière, il s'agit d'une stratégie criminelle au regard des conséquences sur les populations civiles. Mais cela n'étonnerait ni de la part de Déby, ni de la part des conseillers militaires français officiant en Afrique.

P.-S.

* Paru dans le Bulletin *Afriques en luttés* - janvier/février 2008.